

**Direction de l'Urbanisme**

Service Ressources et Système d'Information Urbanisme (SeRSIU)



Toulouse

# Plan Local d'Urbanisme

**Collège Paleficat**

**Mise en compatibilité**

*approuvée par délibération du 23/06/2022*

## **0 - Documents relatifs à la procédure**

**- Arrêtés, délibérations, ...**

**MAIRIE DE**



**TOULOUSE**  
www.toulouse.fr

**toulouse**  
**métropole**

**Toulouse Métropole**

6, Rue René Leduc - B.P. 35 821

31505 Toulouse Cedex 5

t. 05 81 91 72 00 - f. 05 81 91 72 01

www.toulouse-metropole.fr





## Commission permanente

### Extrait du Procès-verbal de la séance du 24/09/2021

N°: 280368

**Objet : Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) : Futur collège de Paléficat – Mise en compatibilité du document d'urbanisme par une déclaration de projet**

#### **La Commission permanente du Conseil départemental,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** les délibérations du Conseil départemental portant élection de la Commission permanente, lui donnant délégation de compétence et fixant ses plafonds d'intervention ;

**Considérant** que le Conseil départemental a décidé de construire un nouveau collège dans le quartier Paléficat à TOULOUSE sur un terrain qui sera cédé par la ville de Toulouse ;

**Considérant** qu'il s'avère que le terrain qui sera cédé par la ville de Toulouse est non constructible à la fois dans le PLUiH qui vient d'être annulé et dans l'ancien PLU, qui est redevenu le document d'urbanisme applicable ;

**Considérant** que Toulouse Métropole n'a pas souhaité procéder elle-même aux démarches permettant la construction du bâtiment ;

**Considérant** que le Conseil départemental va être contraint de l'assumer par le biais d'une procédure de mise en compatibilité du PLU ainsi que du PLUiH, pour le cas où il serait donné satisfaction à l'appel formulé par Toulouse Métropole contre l'annulation de ce dernier ;

**Considérant** que cette procédure est ouverte par les articles L. 300-6 et suivants du Code de l'urbanisme aux Collectivités Territoriales pour la réalisation d'une action ou d'une opération d'aménagement présentant un caractère d'intérêt général.

**Considérant** que celle-ci implique une déclaration de projet, après enquête publique.

**Vu** le rapport de M. le Président du Conseil départemental et sur proposition de son Rapporteur,

#### **Décide**

Article 1 : de procéder à la mise en compatibilité du PLU et du PLUiH afin de permettre la réalisation du collège par la voie de la déclaration de projet.

Article 2 : de charger Monsieur le Président du Conseil départemental, de mener cette procédure de mise en compatibilité.

#### **Signé**

**Sabine GEIL-GOMEZ**

Pour le Président du Conseil départemental,  
et par délégation,  
l'élue déléguée au Patrimoine et au Personnel

**Date d'accusé de réception de la Préfecture de la Haute-Garonne : 14/10/2021 - n° AR 031-223100017-20210924-lmc100000281035-DE**





DIRECTION  
DU PATRIMOINE

Toulouse le 29 SEP. 2021

**Direction Régionale Environnement  
Aménagement Logement Occitanie**  
1 RUE DE LA CITE ADMINISTRATIVE  
31000 TOULOUSE

*Dossier suivi par :*  
*Frédéric CORTACERO / Irache*  
*HUERGA-CASTRO*  
*Tél : 05 34 33 15 71 / 46 86*  
*Réf. à rappeler :*  
*DP/CC/FC/27-09-2021*

RAR 2C 128 834 5890 8

Monsieur le Directeur,

Le Conseil départemental de la Haute-Garonne a programmé la construction d'un collège secteur Paléficat à Toulouse.

Veuillez trouver, sous ce pli, la demande d'examen au cas par cas en vue d'une mise en compatibilité du PLU concernant cette réalisation.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir en accuser réception et m'indiquer le délai nécessaire pour cette instruction.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de notre considération distinguée.

**Bertrand LOOSES**

Pour le Président  
du Conseil départemental,  
et par délégation,  
le Directeur Général des Services

*P.J. : Demande d'examen au cas par cas préalable*





MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



Mission régionale d'autorité environnementale

**OCCITANIE**

Conseil général de l'Environnement  
et du Développement durable

**Décision de dispense d'évaluation environnementale,  
après examen au cas par cas  
en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme,  
sur la mise en compatibilité du PLU par déclaration de projet de  
construction du collège du secteur Paléficat à TOULOUSE (31)**

n°saisine : 2021 - 009831

n°MRAe : 2021DKO242

La mission régionale d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe), en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application du décret n°2016-519 du 28 avril 2016 ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 à R. 104-33 ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu les arrêtés ministériels du 11 août 2020 et 21 septembre 2020 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie adopté le 03 novembre 2020, et notamment son article 8 ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie en date du 20 octobre 2020, portant délégation à Monsieur Jean-Pierre VIGUIER, président de la MRAe, et aux autres membres de la MRAe, pour prendre les décisions faisant suite à une demande de cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au dossier suivant :

- **n° 2021 - 009831 ;**
- **relative à la mise en compatibilité du PLU par déclaration de projet pour la construction du collège du secteur Paléficat à TOULOUSE (31) ;**
- **déposée par Conseil départemental de la Haute-Garonne ;**
- **reçue le 04 octobre 2021 ;**

Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 04/10/2021 et la réponse en date du 20/10/2021 ;

Vu la consultation de la direction départementale des territoires de la Haute-Garonne en date du 04/10/2020 et l'absence de réponse dans un délai de 30 jours ;

**Considérant** que le conseil départemental de Haute-Garonne engage la mise en compatibilité du PLU par déclaration de projet afin de construire un collège au lieu-dit Paléficat sur une superficie des 2,55 hectares et prévoit :

- la création d'une OAP, non encore précisément définie, et qui comprendra :
  - la construction de 5000 m<sup>2</sup> de surface de plancher pour le collège ;
  - la construction de 1000 m<sup>2</sup> de surface de plancher pour la demi-pension ;
  - un plateau sportif ;
  - une cours de récréation de 3000 m<sup>2</sup> ;
  - une zone de parking comprenant de 45 places pour les véhicules, 3 places de bus et un dépose-minute ;
  - la bande d'espaces verts protégés situés à l'ouest de la parcelle dédiée à l'accueil du collège ;
- la modification du règlement du PLU pour ce secteur actuellement classé en zone AU0 (à urbaniser fermée) reclassé en zone 1AUIC, zone à urbaniser d'intérêt collectif et la création d'une OAP obligatoire pour l'ouverture de cette zone ; ;
- la réduction de l'emplacement réservé 919 dont quelques zones sont concernées par le projet ;



**Considérant la localisation du projet :**

- dans un secteur situé dans le périmètre du futur quartier Paléficat devant faire l'objet d'une étude d'impact ;
- dans le secteur de Paléficat, secteur à enjeux de biodiversité identifié comme « réservoir d'intérêt local » par le PLU de Toulouse Métropole comprenant à l'ouest, un cours d'eau classé comme « un corridor hygrophile et boisé » devant être protégé et renforcé car présentant une vulnérabilité particulière identifiée à la fois dans la trame bleue du SRCE et dans les études d'impact du boulevard urbain nord ;
- en dehors des principaux secteurs répertoriés, réglementairement, à enjeux écologiques (ZNIEFF, Natura 2000...) et paysagers ;

**Considérant que les impacts potentiels du plan sont réduits par :**

- le maintien des connexions des trames vertes et bleues notamment par l'éloignement des bâtiments et la création d'une zone tampon non aménagée à 5 mètres par rapport au « corridor hygrophile et boisé » indiqué dans l'OAP ;
- la mise en place de mesures paysagères imposant de valoriser les zones boisées et arbres remarquables existants afin de « *disposer d'un projet exemplaire en termes d'aménagements paysagers* »
- la création d'espaces verts au sein même du collège
- la limitation de l'usage des entrants phytosanitaires ;
- l'exclusion de plantes exotiques envahissantes dans la palette végétale autorisée ;
- la limitation des débits rejetés en cas d'épisodes pluvieux intenses par la rétention à la parcelle et le rejet en milieu naturel par infiltration, sous réserve de la bonne qualité des eaux ;
- la collecte des eaux pluviales en tout ou partie pour les sanitaires et les arrosages des espaces verts ;
- le respect de la réglementation en matière de nuisances sonores ;

**Décide****Article 1<sup>er</sup>**

Le projet de Mise en compatibilité du PLU par déclaration de projet pour la construction du collège secteur Paléficat à TOULOUSE (31), objet de la demande n°2021 - 009831, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

**Article 2**

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Occitanie (MRAe) : [www.mrae.developpement-durable.gouv.fr](http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr).

Fait à Montpellier, le 6 décembre 2021,

pour la Mission Régionale d'Autorité environnementale,  
par délégation



Jean-Pierre Viguié  
Président de la MRAe

<b>Voies et délais de recours contre une décision dispensant la réalisation d'une évaluation environnementale</b>
---

**Recours gracieux : (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)**

par courrier adressé à :

Le président de la MRAe Occitanie

DREAL Occitanie

Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale

1 rue de la Cité administrative Bât G

CS 80 002 - 31 074 Toulouse Cedex 9

*Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395 916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.*



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture  
Direction de la citoyenneté  
et de la légalité**

**Arrêté préfectoral du 10 JAN. 2022**

**portant sur l'ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration d'intérêt général du projet de construction du collège du quartier Paléficat en vue de la mise en compatibilité du document d'urbanisme applicable à la commune de Toulouse**

Le préfet de la région Occitanie,  
Préfet de la Haute-Garonne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L. 122-1, L.123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 300-6, L. 153-49 à 59 et R. 153-16 ;

Vu le plan local d'urbanisme applicable à la commune de Toulouse approuvé le 27 juin 2013 ;

Vu le plan local d'urbanisme intercommunal tenant lieu de programme local de l'habitat de Toulouse Métropole approuvé le 11 avril 2019 ;

Vu la délibération de la commission permanente du Conseil Départemental de la Haute-Garonne du 24 septembre 2021 décidant d'initier, en application de l'article L. 300-6 du code de l'urbanisme, la procédure de déclaration d'intérêt général du projet de création d'un nouveau collège sur le territoire de la commune de Toulouse en vue de la mise en compatibilité du document d'urbanisme applicable à la commune de Toulouse ;

Vu le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint tenue le 01 septembre 2021 conformément aux articles L. 132-7, L. 132-9 et L. 153-52 du code de l'urbanisme, ainsi que les avis transmis par les personnes publiques associées, joints au dossier d'enquête ;

Vu la décision de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement du 08 février et du 04 décembre 2021 dispensant la mise en compatibilité du document d'urbanisme applicable à la commune de Toulouse d'une évaluation environnementale en application de l'article

R.122-2 du code de l'environnement, jointe au dossier d'enquête ;

Vu le courrier du président du Conseil Départemental de la Haute-Garonne du 27 octobre 2021 sollicitant l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'intérêt général, au titre de l'article L. 300-6 du code de l'urbanisme, du projet de construction du collège du quartier Paleficat valant mise en compatibilité du document d'urbanisme applicable à la commune de Toulouse ;

Vu la décision de la présidente du tribunal administratif de Toulouse du 15 décembre 2021 ;

Vu le dossier d'enquête constitué conformément aux dispositions de l'article R. 123-8 du code de l'environnement ;

Considérant que la mise en compatibilité du document d'urbanisme applicable à la commune de Toulouse doit faire l'objet d'une enquête publique en application des dispositions des articles L. 300-6, L. 153-54 à 59 du code de l'urbanisme et L. 123-1 et suivants du code de l'environnement ;

Considérant que les modalités de l'enquête ouverte dans les conditions définies aux articles R. 123-1 et suivants du code de l'environnement, ont été arrêtées en concertation avec le commissaire enquêteur ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

**Arrête :**

#### **Art.1<sup>er</sup> : Description et objet de l'enquête**

Le secteur nord-est de Toulouse connaît une importante mutation. En effet, de nombreux programmes de construction sont identifiés dans ce secteur, qui auront pour conséquence une hausse importante de la population.

Les projections réalisées par le Conseil Départemental de la Haute-Garonne en lien avec ces programmes montrent une hausse du nombre de collégiens à l'horizon 2030 de l'ordre de 51 à 94 % des 3 collèges (Rosa Parks, Hubertine Auclert et Toulouse-Lautrec) situés dans la zone d'impact de l'ensemble de ces programmes. Ainsi, pour faire face à la croissance démographique envisagée, le Conseil Départemental souhaite construire un nouveau collège dans le quartier Paléficat de la commune de Toulouse, ce collège visant également à délester à court terme les 3 autres collèges.

La réalisation de ce projet n'étant pas compatible avec le document d'urbanisme applicable à la commune de Toulouse, le Conseil Départemental de la Haute-Garonne souhaite faire procéder à sa mise en compatibilité par une déclaration de projet, la déclaration d'utilité publique n'étant pas requise, en application des articles L. 153-54 à 59 et L. 300-6 du code de l'urbanisme.

La présente enquête publique a pour objet :

- l'intérêt général du projet de construction d'un collège dans le quartier Paléficat de Toulouse ;
- la mise en compatibilité du document d'urbanisme applicable à la commune de Toulouse.

#### **Art. 2. : Autorité responsable du projet**

Ce projet est conduit sous maîtrise d'ouvrage par le Conseil Départemental de la Haute-Garonne. Les informations relatives au projet soumis à enquête peuvent être demandées auprès de la Direction du Patrimoine, Conseil Départemental de la Haute-Garonne – 1 boulevard de la Marquette – 31090 Toulouse Cedex – 05 34 33 46 64 – patrimoine@cd31.fr

### **Art. 3. : Autorité organisatrice de l'enquête publique**

Le préfet de la Haute-Garonne est chargé de l'organisation de la présente enquête publique.

### **Art. 4. : Avis de dispense d'évaluation environnementale de l'autorité environnementale**

Les avis de l'autorité environnementale sont insérés dans le dossier d'enquête unique et publiés sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne à l'adresse suivante :

<https://www.haute-garonne.gouv.fr/Publications/Declarations-d-intention-enquetes-publiques-et-avis-de-l-autorite-environnementale/Declarations-d-utilite-publique-d-operations-d-amenagement-et-infrastructures-de-transport/Enquetes-publiques-en-cours-ou-programmees/Mise-en-compatibilite-du-document-d-urbanisme-de-la-commune-de-Toulouse>

### **Art. 5. : Durée de l'enquête**

L'enquête se déroulera du 31 janvier 2022 à 09h00 au 25 février 2022 à 17h00.

Par décision motivée, le commissaire enquêteur pourra, après information du préfet, prolonger celle-ci pour une durée maximale de 15 jours et dans les conditions fixées par l'article L.123-19 du code de l'environnement.

### **Art. 6. : Lieu et siège de l'enquête**

L'enquête est ouverte sur le territoire de la commune de Toulouse.

Le Conseil Départemental de la Haute-Garonne, sise 1 boulevard de la Marquette à Toulouse (31090), est désigné comme siège de l'enquête.

La mairie de quartier de Borderouge, sise 61 avenue Bourguès-Maunoury, 31200 Toulouse et Toulouse Métropole, sise 6 rue René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5, sont désignées comme lieu d'enquête.

### **Art. 7. : Identité du commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif de Toulouse**

Monsieur François MANTEAU, directeur régional de société HLM en retraite, a été désigné par le tribunal administratif de Toulouse le 15 décembre 2021 pour exercer les fonctions de commissaire enquêteur.

### **Art. 8 : Ouverture des registres d'enquête**

Préalablement à l'ouverture de l'enquête, les registres d'enquête unique seront ouverts, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur.

### **Art. 9. : Lieux, jours et heures où le public pourra consulter le dossier d'enquête**

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête, qui comporte notamment le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint de la proposition de mise en compatibilité du document d'urbanisme applicable, restera déposé sur support papier et mis à la disposition du public

#### **• Dans les administrations suivantes :**

Dont l'adresse est indiquée à l'article 6 ci-dessus, aux jours et heures habituels d'ouverture au public :

- Au Conseil Départemental de la Haute-Garonne,
- A la mairie de quartier de Borderouge,
- A Toulouse Métropole.

Une version électronique du dossier sera, par ailleurs, mise gratuitement à la disposition du public depuis un poste informatique en libre accès au Conseil Départemental de la Haute-Garonne.

- **Sur le site internet :** <https://www.haute-garonne.gouv.fr/Publications/Declarations-d-intention-enquetes-publiques-et-avis-de-l-autorite-environnementale/Declarations-d-utilite-publique-d-operations-d-amenagement-et-infrastructures-de-transport/Enquetes-publiques-en-cours-ou-pro>

Et sur le site internet du Conseil Départemental de la Haute-Garonne : [www.haute-garonne.fr/avis-denquete-publique](http://www.haute-garonne.fr/avis-denquete-publique)

Toute personne pourra, à sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique, dès publication de l'avis d'ouverture d'enquête et pendant la durée de celle-ci, auprès du Conseil Départemental de la Haute-Garonne, dont l'adresse est indiquées à l'article 2 ci-dessus.

#### **Art. 10. : Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions**

Seules les observations et propositions parvenues pendant la durée de l'enquête seront prises en compte.

Le public pourra :

- **Consigner ses observations et propositions sur les registres papier déposé à la mairie de quartier de Borderouge, au siège de Toulouse Métropole et au Conseil Départemental de la Haute-Garonne**

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête sur support papier ouvert à cet effet aux lieux précisés à l'article 9 ci-dessus.

- **Consigner ses observations et propositions sur le registre dématérialisé mis à disposition à l'adresse suivante :**

En cliquant sur le lien suivant : <https://www.haute-garonne.gouv.fr/Publications/Declarations-d-intention-enquetes-publiques-et-avis-de-l-autorite-environnementale/Declarations-d-utilite-publique-d-operations-d-amenagement-et-infrastructures-de-transport/Enquetes-publiques-en-cours-ou-programmees/Mise-en-compatibilite-du-document-d-urbanisme-de-la-commune-de-Toulouse>,

et en cliquant sur le lien "Réagir à cet article"

- **S'adresser par courrier postal au commissaire enquêteur**

Au siège de l'enquête publique, à l'adresse suivante : Conseil Départemental de la Haute-Garonne – 1, boulevard de la Marquette – 31090 TOULOUSE, en inscrivant sur l'enveloppe la mention suivante « Enquête publique sur la mise en compatibilité du document d'urbanisme de Toulouse / À l'attention de Monsieur MANTEAU, commissaire enquêteur ». Ne seront pris en compte que les courriers reçus

au siège de l'enquête pendant la durée de l'enquête, le cachet de réception au Conseil Départemental de la Haute-Garonne faisant foi.

Les observations et propositions du public formulées sur les registres papier, par courrier électronique et par voie postale seront annexées, au fur et à mesure et consultables sur le site internet de la Préfecture de la Haute-Garonne, en cliquant sur le lien suivant :

<https://www.haute-garonne.gouv.fr/Publications/Declarations-d-intention-enquetes-publiques-et-avis-de-l-autorite-environnementale/Declarations-d-utilite-publique-d-operations-d-amenagement-et-infrastructures-de-transport/Enquetes-publiques-en-cours-ou-pro>

- **Rencontrer le commissaire enquêteur**

Le public peut rencontrer le commissaire enquêteur lors de ses permanences, qui auront lieu aux jours et heures suivants :

Lieu d'enquête	Jour de permanence	Heures de permanence
Conseil Départemental de la Haute-Garonne	Le 31 janvier 2022	9h30 – 12h00
	Le 25 février 2022	14h00 - 17h00
Mairie de quartier de Borderouge	Le 09 février 2022	14h00 – 17h00
	Le 16 février 2022	9h30 - 12h00

#### **Art. 11. : Publicité de l'enquête**

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de cette consultation sera publié, à la diligence du préfet, aux frais du Conseil Départemental de la Haute-Garonne, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Quinze jours avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, cet avis sera également publié, par voie d'affiches et, éventuellement, par tout autre procédé, dans les lieux habituels prévus à cet effet des administrations désignées à l'article 9 ci-dessus, ainsi qu'aux endroits suivants :

- Mairie de Launaguet, sise 95 chemin des combes, 31140 Launaguet,
- Mairie de l'Union, sise 6 bis avenue des Pyrénées – BP 39 – 31242 L'Union Cedex.

Cette formalité sera accomplie par les autorités administratives concernées et justifiée par un certificat produit à l'issue de l'enquête.

En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée et sauf impossibilité matérielle justifiée, il sera procédé, par les soins du Conseil Départemental, à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du présent projet.

Ces affiches doivent être conformes aux caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté ministériel du 09 septembre 2021 et être visibles et lisibles depuis les voies publiques.

Enfin, l'avis d'ouverture d'enquête sera publié sur le site internet suivant : <https://www.haute-garonne.gouv.fr/Publications/Declarations-d-intention-enquetes-publiques-et-avis-de-l-autorite-environnementale/Declarations-d-utilite-publique-d-operations-d-amenagement-et-infrastructures-de-transport/Enquetes-publiques-en-cours-ou-pro>

## **Art. 12. : Clôture de l'enquête**

À l'expiration de l'enquête prévue à l'article 5, les registres d'enquête seront transmis sans délai au commissaire enquêteur pour être clos par lui.

Dès réception des registres et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, dans la huitaine, les autorités responsables du projet et leur communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Les responsables du projet disposeront d'un délai de quinze jours pour produire leurs observations éventuelles.

## **Art. 13. : Élaboration et remise du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur**

À l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport relatant le déroulement de l'enquête et examinant les observations recueillies.

Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet en réponse aux observations du public.

Dans un document séparé, le commissaire enquêteur consignera ses conclusions motivées sur chacun des objets de l'enquête, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables.

Dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'enquête, sauf éventuelle prorogation, le commissaire enquêteur transmettra au préfet de la Haute-Garonne l'exemplaire du dossier d'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné des registres et pièces annexées ainsi que le rapport et les conclusions motivées. Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions à la présidente du tribunal administratif.

## **Art. 14. : Durée et lieux où, à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur**

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur restera déposée, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, à la préfecture de la Haute-Garonne et au Conseil Départemental de la Haute-Garonne, où le public pourra en prendre connaissance.

Les personnes intéressées pourront, à leurs frais, obtenir communication du rapport et des conclusions en s'adressant :

- au préfet de la Haute-Garonne – Direction de la citoyenneté et de la légalité — Bureau de l'utilité publique - 1 place Saint-Étienne – 31038 Toulouse cedex 9.
- au président du Conseil Départemental de la Haute-Garonne – 1, boulevard de la Marquette – 31090 Toulouse Cedex

Enfin, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur pourront être consultés sur le site internet : <https://www.haute-garonne.gouv.fr/Publications/Declarations-d-intention-enquetes-publiques-et-avis-de-l-autorite-environnementale/Declarations-d-utilite-publique-d-operations-d-amenagement-et-infrastructures-de-transport/Enquetes-publiques-en-cours-ou-pro>

## **Art. 15. : Décisions susceptibles d'être adoptées à l'issue de l'enquête**

À l'issue de l'enquête, le préfet de la Haute-Garonne adressera le dossier et les registres d'enquête, le rapport, le procès-verbal et les conclusions motivées du commissaire enquêteur au président du



Conseil Départemental de la Haute-Garonne. Son organe délibérant disposera d'un délai d'un an pour se prononcer par déclaration de projet sur l'intérêt général de l'opération.

Le président du Conseil Départemental de la Haute-Garonne soumettra le dossier d'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint au président de Toulouse Métropole. Le conseil métropolitain disposera d'un délai de deux mois pour approuver la mise en compatibilité du document d'urbanisme applicable à la commune de Toulouse.

Si l'assemblée délibérante de Toulouse Métropole se prononce défavorablement sur cette mise en compatibilité ou en l'absence de délibération dans le délai imparti, il appartient au préfet de la Haute-Garonne de se prononcer par arrêté sur l'approbation de la mise en compatibilité.

#### **Art. 16. : Exécution du présent arrêté**

- Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,
- le président du Conseil Départemental,
- le président de Toulouse Métropole,
- le maire de Toulouse,
- le commissaire enquêteur,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Toulouse, le 10 JAN. 2022

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,



DENIS OLAGNON





## Commission permanente

### Extrait du Procès-verbal de la séance du 19/05/2022

N°: 284207

**Objet : Plan Pluriannuel d'Investissement – Approbation de la déclaration d'intérêt général du projet de construction du collège du quartier Paléficat en vue de la mise en compatibilité du PLU applicable à la commune de TOULOUSE**

#### **La Commission permanente du Conseil départemental,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** les délibérations du Conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 portant élection de la Commission permanente et lui donnant délégations de compétences ;

**Vu** le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L153-54 à L153-59, L.300-6 et R153-16 ;

**Vu** la délibération du Conseil départemental en date du 26/06/2018 décidant, au vu des fortes évolutions démographiques, la création d'un collège à Toulouse, dans le quartier Paléficat Grand Selve ;

**Vu** la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental de la Haute Garonne en date du 24 septembre 2021 ayant prescrit la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse en vue de créer un collège sur le quartier de Paléficat ;

**Vu** la décision n°2021DKO242 du 6 décembre 2021 de la mission régionale d'autorité environnementale d'Occitanie ne soumettant pas à évaluation environnementale la mise en compatibilité du PLU de Toulouse par déclaration de projet en vue de la réalisation du collège de Paléficat ;

**Vu** l'examen conjoint des personnes publiques associées (PPA) organisé le 1<sup>er</sup> septembre 2021, conformément à l'article L.153-54-2° du code de l'urbanisme, complété d'avis écrits formulés par la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) ainsi que par la Chambre d'Agriculture, Tisséo-SMTC, le rectorat d'académie, l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP), la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) ayant abouti aux principales observations et réserves suivantes :

- Réaliser une étude préalable visant à apprécier plus précisément les impacts du projet sur l'économie agricole et prévoir des mesures compensatoires le cas échéant,
- Apporter des précisions complémentaires, dans la partie explicative du dossier, sur les perspectives d'évolution du quartier Paléficat dans son ensemble,
- Apporter des précisions complémentaires, dans la partie explicative du dossier, sur les motifs du choix du site, sur l'état d'avancement des études de conception ou encore sur le dimensionnement du collège,
- Compléter l'OrientatIon d'Aménagement et de Programmation (OAP) prévue dans le dossier de mise en compatibilité du PLU afin de mieux y traduire les objectifs d'exemplarité du projet de collège (compacité et limitation de l'imperméabilisation, cour oasis, aménagements paysagers notamment) et préciser l'organisation du stationnement et des circulations de bus.

**Vu** la délibération de l'assemblée départementale en date du 25 janvier 2022 officialisant la demande au Préfet de la Haute Garonne de l'ouverture d'une enquête publique en vue de soumettre le dossier de déclaration d'intérêt général emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse dans l'objectif de créer un collège sur le quartier de Paléficat

**Vu** l'arrêté Préfectoral en date du 10 janvier 2022 organisant, du 31 janvier au 25 février 2022, une enquête publique préalable à la déclaration d'intérêt général du projet de construction du collège du quartier Paléficat en vue de la mise en compatibilité du PLU applicable à la Commune de Toulouse, conformément à l'article L153-54-1° du code de l'urbanisme ;

**Vu** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 28 mars 2022 donnant un avis favorable à la déclaration de projet, assorti :

- d'une réserve : réaliser l'étude préalable d'impact et de compensation agricole, telle que demandée par la CDPENAF, la chambre d'agriculture et les services de l'Etat,
- deux recommandations :
  - veiller à organiser au mieux, lorsque le moment sera venu, les mobilités actives (piétons, cycles notamment) et les mobilités en transports en commun,
  - préserver et respecter au mieux les corridors écologiques avoisinants.

**Considérant** que le Conseil départemental de Haute-Garonne a motivé la nécessité de création d'un collège dans le quartier Paléficat Grand Selve par délibération du 26/06/2018, en raison des prévisions de croissance continue des effectifs dans ce secteur, et de la nécessité de délester à court terme les collèges avoisinants, comme précisé dans les divers documents annexés ;

**Considérant** que le dossier de présentation du projet mis à l'enquête a été complété pour prendre en compte les remarques émises lors de la phase de consultation des PPA et lors de l'enquête publique sur les sujets suivants, dans la limite des compétences du Conseil départemental :

- Le besoin de création d'un nouveau collège et les motivations du site d'implantation du projet,
- La présentation plus détaillée du projet de collège, au regard de l'avancement des études de conception,
- La mise en perspective du projet dans une évolution à plus long terme de l'ensemble du secteur de Paléficat, ce dernier point relevant principalement de la compétence de Toulouse métropole ;

**Considérant** que le dossier de mise en compatibilité du PLU a été modifié, notamment la notice descriptive de l'orientation d'aménagement et de programme (OAP) créée sur le site du projet, pour les chapitres concernant les déplacements ainsi que la qualité de l'insertion architecturale, urbaine et paysagère ;

**Considérant** que les remarques émises par les services consultés et les résultats de ladite enquête publique justifient des adaptations mineures du dossier comme énoncées ci-dessus et que les modifications apportées pour les prendre en compte ne remettent pas en cause l'économie générale du projet ;

**Considérant** que la réserve du commissaire enquêteur est levée par l'engagement du Département de la Haute-Garonne de réaliser une étude évaluant les impacts du projet de collège sur l'économie agricole et précisant les éventuelles compensations qui apparaîtraient nécessaires ;

**Considérant** que les deux recommandations émises par le commissaire enquêteur sont à prendre en compte par le Département et la Métropole dans la limite de leurs compétences respectives. La recommandation relative à la préservation du corridor écologique le plus proche a été intégrée dans le cadre du projet du Département ;

**Considérant** que le dossier de déclaration d'intérêt général du projet de construction du collège du quartier Paléficat en vue de la mise en compatibilité du PLU applicable à la Commune de Toulouse, tel qu'il est présenté au Conseil Départemental est prêt à être approuvé, conformément aux articles susvisés du Code de l'Urbanisme.

**Vu** le rapport de M. le Président du Conseil départemental et sur proposition de son Rapporteur,

## **Décide**

Article 1 : d'approuver la déclaration d'intérêt général du projet de construction du collège du quartier Paléficat à Toulouse, correspondant aux pièces annexées.

Article 2 : de dire qu'il appartient, dans un délai de 2 mois, au Conseil Métropolitain de Toulouse Métropole d'approuver la mise en compatibilité du PLU de Toulouse qui en résulte.

Article 3 : de prévoir que, conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège du Département, au siège de la Métropole de

Toulouse et à la Mairie de Toulouse pendant un mois. Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

La délibération sera en outre publiée au Recueil des actes administratifs du Département.

**Signé**

**Sabine GEIL-GOMEZ**

Pour le Président du Conseil départemental,  
et par délégation,  
l'élue déléguée au Patrimoine et au Personnel

***Date d'accusé de réception de la Préfecture de la Haute-Garonne : 01/06/2022 - n° AR 031-223100017-20220519-lmc100000284691-DE***



**Délibération n°DEL-22-0395**

**Adoption de la Déclaration de Projet valant approbation de la mise en compatibilité du PLU de Toulouse Métropole, commune de Toulouse, relative au projet du collège de Paléficat**

L'an deux mille vingt-deux le jeudi vingt-trois juin à neuf heures vingt-quatre, sous la présidence de Jean-Luc MOUDENC, Président, le Conseil s'est réuni à Forum 2 - Parc des Expositions - MEETT - Aussonne.

**Participants**

Afférents au Conseil :	133
Présents :	115
Procurations :	18
Date de convocation :	17 juin 2022

**Présents**

Aigrefeuille	M. Christian ANDRE
Aucamville	M. Gérard ANDRE, Mme Roseline ARMENGAUD
Aussonne	M. Michel BEUILLE, Mme Sylvie LLOUBERES
Balma	M. Vincent TERRAIL-NOVES
Beaupuy	M. Marc FERNANDEZ
Beauzelle	M. Patrice RODRIGUES
Blagnac	M. Pascal BOUREAU, M. Joseph CARLES, Mme Bernadette GUERY, Mme Danielle PEREZ
Brax	M. Thierry ZANATTA
Bruguières	M. Philippe PLANTADE
Castelginest	M. Grégoire CARNEIRO, Mme Béatrice URSULE
Colomiers	Mme Sophie BOUBIDI, M. Patrick JIMENA, M. Thomas LAMY, Mme Josiane MOURGUE, M. Franck RIBEYRON, M. Arnaud SIMION, Mme Karine TRAVAIL-MICHELET
Cornebarrieu	Mme Dalila COUSIN, M. Alain TOPPAN
Cugnaux	M. Thomas KARMANN, Mme Marie-Hélène ROURE
Drémil-Lafage	Mme Ida RUSSO
Fenouillet	M. Thierry DUHAMEL
Flourens	M. Jean-Pierre FOUCHOU-LAPEYRADE
Gagnac-sur-Garonne	M. Patrick BERGOUIGNOUX
Gratentour	M. Patrick DELPECH
Launaguet	Mme Patricia PARADIS, M. Michel ROUGE
L'Union	Mme Brigitte BEC, M. Marc PERE
Mondonville	Mme Véronique BARRAQUE ONNO
Mondouzil	M. Robert MEDINA
Mons	Mme Véronique DOITTAU
Pibrac	M. Honoré NOUVEL
Pin-Balma	M. Gil BEZERRA
Quint-Fonsegrives	M. Jean-Pierre GASC
Saint-Alban	M. Alain SUSIGAN
Saint-Jean	M. Bruno ESPIC, Mme Céline MORETTO
Saint-Jory	M. Thierry FOURCASSIER
Seilh	M. Didier CASTERA
Toulouse	Mme Caroline ADOUE-BIELSA, Mme Fella ALLAL, M. Christophe ALVES, Mme Françoise AMPOULANGE, Mme Laurence ARRIBAGE, Mme Patricia BEZ, Mme Michèle BLEUSE, M. Jean-Paul BOUCHE, Mme Maroua BOUZAIDA,

	M. Maxime BOYER, M. Sacha BRIAND, Mme Hélène CABANES, M. François CHOLLET, M. Gaëtan COGNARD, M. Romain CUJIVES, M. Jean-Claude DARDELET, M. Henri DE LAGOUTINE, M. Jean-Baptiste DE SCORRAILLE, M. Aymeric DEHEURLES, Mme Ghislaine DELMOND, Mme Cécile DUFRAISSE, M. Jonhny DUNAL, M. Jamal EL ARCH, Mme Christine ESCOULAN, Mme Julie ESCUDIER, M. Emilion ESNAULT, M. Pierre ESPLUGAS-LABATUT, Mme Isabelle FERRER, M. Vincent GIBERT, M. Francis GRASS, Mme Isabelle HARDY, Mme Caroline HONVAULT, Mme Valérie JACQUET VIOLLEAU, Mme Laurence KATZENMAYER, M. Djillali LAHIANI, Mme Annette LAIGNEAU, Mme Marion LALANE- DE LAUBADERE, M. Jean-Michel LATTES, M. Maxime LE TEXIER, Mme Marine LEFEVRE, Mme Hélène MAGDO, Mme Souhayla MARTY, M. Antoine MAURICE, Mme Odile MAURIN, Mme Brigitte MICOULEAU, M. Nicolas MISIAK, M. Jean-Luc MOUDENC, Mme Julienne MUKABUCYANA, Mme Nina OCHOA, M. Philippe PERRIN, Mme Julie PHARAMOND, Mme Agnès PLAGNEUX BERTRAND, M. Jean-François PORTARRIEU, M. Clément RIQUET, Mme Agathe ROBY, M. Daniel ROUGE, M. Thierry SENTOUS, M. Bertrand SERP, Mme Nadia SOUSSI, M. Pierre TRAUTMANN, Mme Nicole YARDENI
Tournefeuille	M. Patrick CHARTIER, Mme Corinne CURVALE, M. Dominique FOUCHIER, Mme Corinne GINER, M. Laurent SOULIE
Villeneuve-Tolosane	Mme Agnès BENOIT-LUTMAN, M. Romain VAILLANT

### Conseillers ayant donné pouvoir

	Pouvoir à
Mme Sophie LAMANT	Robert MEDINA
M. Frédéric LEMAGNER	Maxime BOYER
M. Jean-Michel MAZARDO	Bernadette GUERY
M. Fabien JOUVE	Arnaud SIMION
Mme Ana FAURE	Julienne MUKABUCYANA
M. Albert SANCHEZ	Patrick JIMENA
M. Robert GRIMAUD	Pascal BOUREAU
M. Alain ALENCON	Patrick DELPECH
M. Jacques SEBI	Karine TRAVAL-MICHELET
Mme Camille POUPONNEAU	Honoré NOUVEL
Mme Dominique FAURE	Philippe PLANTADE
M. Serge JOP	Brigitte MICOULEAU
M. Olivier ARSAC	Souhayla MARTY
M. Jean-Jacques BOLZAN	Françoise AMPOULANGE
M. Pierre LACAZE	Franck RIBEYRON
Mme Nicole MIQUEL-BELAUD	Pierre TRAUTMANN
Mme Gnadang OUSMANE	Maroua BOUZAIDA
M. François PIQUEMAL	Jamal EL ARCH



**Délibération n° DEL-22-0395****Adoption de la Déclaration de Projet valant approbation de la mise en compatibilité du PLU de Toulouse Métropole, commune de Toulouse, relative au projet du collège de Paléficat****Exposé**

Pour faire face à des prévisions de croissance démographique particulièrement élevées entre 2015 et 2024, le Conseil Départemental de la Haute-Garonne prévoit la construction et la rénovation de 22 collèges sur le département. Plusieurs établissements ont déjà été livrés après des travaux de restructuration et de rénovation.

Les projections réalisées confirment que la croissance démographique actuelle se poursuivra au-delà de 2024 selon le même rythme, représentant une augmentation de plus de 1000 élèves au collège chaque année dans le département. En 2030, ce sont donc près de 66 000 élèves qui seront accueillis dans les collèges publics.

**I – RAPPEL DU PROJET D'INTÉRÊT GÉNÉRAL**

Par délibération du 26 juin 2018, le Conseil Départemental de la Haute-Garonne a acté le projet de construire un nouveau collège dans le nord de la métropole, dans le secteur de Paléficat à Toulouse. Cet établissement permettra de délester à court terme les collèges toulousains de Rosa Parks, Hubertine Aubert et Toulouse-Lautrec.

Le futur collège de Paléficat aura une capacité d'accueil théorique de 600 élèves et sera équipé de parkings et parvis, d'un plateau sportif et d'un logement de fonction. Ce collège sera desservi par les transports en commun (Linéo) et le futur réseau express vélo (REV). Il constituera le premier bâtiment d'un quartier en devenir.

Le terrain d'implantation, d'environ 2,5 ha, est situé sur la commune de Toulouse, au croisement du chemin Virebent et du boulevard Florence Arthaud, en limite de la commune de Launaguet. Dans le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune de Toulouse, ce terrain est situé en zone fermée à l'urbanisation (AU0). Il est donc nécessaire de mettre en compatibilité le document d'urbanisme afin d'ouvrir une partie de cette zone et permettre la réalisation du projet.

La Commission Permanente du Département de la Haute-Garonne a prescrit, par délibération en date du 24 septembre 2021, la procédure de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Toulouse, en vue de créer ce nouveau collège.

**II- MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLU DE TOULOUSE MÉTROPOLÉ, COMMUNE DE TOULOUSE POUR PERMETTRE LA RÉALISATION DU COLLÈGE DE PALEFICAT**

Conformément à son occupation actuelle, le site du projet est classé en zone à urbaniser (AU0) au PLU de Toulouse Métropole, commune de Toulouse. Les dispositions réglementaires de cette zone, ne permettent aucune construction et doivent donc faire l'objet d'une mise en compatibilité afin de disposer de droits à construire et de la mise en place d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP).

La mise en compatibilité du dossier de PLU porte sur les documents suivants :

### 1) Document graphique du règlement (DGR)

Le zonage actuel du secteur concerné par la zone à ouvrir à l'urbanisation (AU0) sera modifié dans le document graphique du règlement et deviendra 1AUIC.

### 2) Règlement écrit

La zone 1AUIC prend appui sur les dispositions de la zone UIC « zone urbaine a vocation d'intérêt collectif » qui a pour objectif d'accueillir des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif. Un renvoi à l'OAP est précisé à l'article 2.

### 3) Annexes des documents graphiques du règlement

Actuellement, l'emplacement réservé (ER) 919, lié à la réalisation du Boulevard Urbain Nord (BUN), présente des décrochés sur la parcelle. Pour la réalisation du projet de collège, il est nécessaire de supprimer ces décrochés représentant une surface de 400 m<sup>2</sup>. La surface de l'emplacement réservé au bénéfice de cette infrastructure passera donc de 138 770m<sup>2</sup> à 138 370m<sup>2</sup>.

### 4) Orientation d'aménagement et de programmation (OAP)

Afin de favoriser une bonne intégration du projet dans son environnement, une OAP est créée en cohérence avec la vocation de la zone à recevoir un équipement public. Cette OAP retranscrit les principes d'aménagement du projet de collège et des équipements sportifs. Elle permet ainsi de cadrer l'urbanisation du site au regard des enjeux du secteur. Elle est également garante d'une meilleure qualité du projet notamment en matière d'intégration paysagère.

## III – LA REUNION D'EXAMEN CONJOINT

La notice relative à l'intérêt général du projet et à la mise en compatibilité du PLU de Toulouse Métropole, commune de Toulouse a été notifiée aux personnes publiques associées (PPA) le 16 août 2021.

La réunion d'examen conjoint s'est tenue le 1<sup>er</sup> septembre 2021 : y étaient représentés les services de l'État, du Département de la Haute-Garonne, Toulouse Métropole, les communes de Launaguet et de L'Union. La Chambre d'Agriculture de la Haute-Garonne et Tisséo étaient absents excusés mais ont néanmoins émis des avis qui ont été intégrés au procès-verbal de la réunion.

Les observations des personnes publiques associées ont été les suivantes :

#### *La Chambre d'Agriculture :*

- Réaliser une étude préalable visant à apprécier plus précisément les impacts du projet sur l'économie agricole et prévoir des mesures compensatoires le cas échéant.

#### *Oppidéa :*

- Apporter des précisions complémentaires, dans la partie explicative du dossier, sur les perspectives d'évolution du quartier Paléficat dans son ensemble.

#### *DTT :*

- Apporter des précisions complémentaires, dans la partie explicative du dossier, sur les motifs du choix du site, sur l'état d'avancement des études de conception ou encore sur le dimensionnement du collège,
- Compléter l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) prévue dans le dossier de mise en compatibilité du PLU afin de mieux traduire les objectifs d'exemplarité du projet du collège (compacité et limitation de l'imperméabilisation, cours oasis, aménagements paysagers notamment) et préciser l'organisation du stationnement et des circulations des bus.

**- Recommandation :**

- Les moyens d'accès au futur collège, en transport en commun, à vélo ou à pied devront être particulièrement pris en compte, quand le moment sera venu de les préciser, pour garantir la sécurité des enfants et la tranquillité des adultes.

*Le Conseil Départemental répond de la manière suivante :*

- La voirie, hors parcelle du projet, est une compétence de Toulouse Métropole. La voie de desserte du collège située au sud de la parcelle intégrera des cheminements doux. Le projet prévoit du mobilier urbain adéquat pour éviter les stationnements sauvages.

*Toulouse Métropole apporte les précisions suivantes :*

- La desserte actuelle du collège est jugée suffisante et les conditions actuelles et futures sont propices au report modal avec la présence de cheminements modes actifs sécurisés existants, en cours de travaux, ou à venir. Le schéma viaire et mobilité du futur quartier est en cours d'étude.

**2) Sur la mise en compatibilité des documents d'urbanisme :****- Recommandation :**

- Il sera impératif de prendre toutes les mesures nécessaires pour respecter les corridors écologiques prévus dans les documents d'urbanisme en application.

*Le conseil Départemental répond de la manière suivante :*

- Le corridor écologique à l'ouest est conservé à l'extérieur de l'emprise du projet ce qui permettra une continuité écologique avec le corridor au Nord.

*Toulouse Métropole répond en outre de la manière suivante :*

- En effet, le corridor écologique à l'ouest, que constituent le ruisseau de Pitchounelle et sa ripisylve, sera conservé et amplifié à l'échelle du quartier. Il est prévu une mise à distance entre le ruisseau et toute parcelle constructible. C'est pour cela notamment que le périmètre du projet de collège n'impacte pas cet espace de nature et que le projet du collège prévoit le plateau sportif à l'ouest du périmètre, en continuité de cet espace naturel.

En vertu de l'article R 153-16 du code de l'urbanisme, le dossier de mise en compatibilité du PLU de Toulouse Métropole, commune de Toulouse, modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint ont été soumis par le Président du Conseil Départemental au Conseil de la Métropole le 27 avril 2022.

Le Conseil de la Métropole dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de l'avis du commissaire enquêteur pour approuver la mise en compatibilité du plan.

C'est l'objet de la présente délibération, par laquelle il est proposé d'approuver la mise en compatibilité du PLU de Toulouse Métropole, commune de Toulouse, telle qu'annexée et modifiée de la manière suivante :

1. La notice de présentation sera complétée par des justifications plus précises sur :
  - Le besoin de création d'un nouveau collège et les motivations relatives au choix du site d'implantation,
  - La présentation plus détaillée du projet de collège, au regard de l'avancement des études de conception,
  - La mise en perspective du projet dans une évolution à plus long terme de l'ensemble du secteur de Paléficat.
2. Document graphique du règlement (DGR)

3. Règlement écrit
4. Annexes des documents graphiques du règlement
5. L'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) sera complétée par des attendus sur la végétalisation du site (notamment les parkings) et sur la gestion des circulations des bus en cohérence avec le projet d'urbanisme du secteur.

Le Préfet notifiera au Conseil Départemental la présente délibération.

## Décision

Le Conseil de la Métropole,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L153-58, L153-59, R 153-16, R153-20, R153-21, R153-22,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Grande Agglomération Toulousaine approuvé le 15 juin 2012, modifié le 12 décembre 2013, mis en compatibilité le 09 décembre 2014 et révisé le 27 avril 2017,

Vu le Plan de Déplacements Urbains (PDU) de Tisséo Collectivité approuvé le 17 octobre 2012,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Toulouse, approuvé par délibération du Conseil Communautaire en date du 27 juin 2013, modifié par délibération du Conseil de la Métropole en date 10 novembre 2016, modifié de manière simplifiée par délibération du Conseil de la Métropole en date du 12 avril 2013, mis à jour par arrêté du Président de Toulouse Métropole en date du 8 mars 2018, et mis en compatibilité par arrêté préfectoral en date du 4 décembre 2018,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 janvier 2022 portant ouverture de l'enquête publique relative à la déclaration de l'intérêt général du projet concernant la réalisation d'un collège sur le secteur de Paléficat et à la mise en compatibilité du PLU de Toulouse Métropole, commune de Toulouse,

Vu le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint qui s'est tenue le 1er septembre 2021,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur émettant un avis favorable avec une réserve et deux recommandations, et transmis par le Conseil Départemental le 28 mars 2022,

Vu le dossier de mise en compatibilité du PLU, modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête transmis par le Conseil Département le 27 avril 2022,

Vu l'avis favorable de la Commission Urbanisme et Projets urbains du 31 mai 2022,

Entendu l'exposé de Monsieur le Président, après en avoir délibéré,

Décide :

### Article 1

D'approuver le dossier de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune de Toulouse, tel que joint à la présente délibération.

### Article 2

De procéder, en application des articles R.153-20 et R153-21 du Code de l'Urbanisme, à l'affichage de la présente délibération au siège de Toulouse Métropole situé 6, Place René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5, ainsi qu'en Mairie de Toulouse (1 place du Capitole 31000 Toulouse), pendant une durée minimale d'un mois, affichage qui fera l'objet d'une mention dans un journal diffusé dans le Département.

### Article 3

De procéder à la publication de la présente délibération au recueil des actes administratifs de Toulouse Métropole.

**Article 4**

De tenir à la disposition du public la présente délibération et le dossier de PLU de Toulouse Métropole, commune de Toulouse mis en compatibilité au siège du Toulouse Métropole situé 6, rue René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5, Direction de l'Urbanisme, 4ème étage, de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h.

Ces documents, ainsi que le rapport et les conclusions de la commission d'enquête, sont consultables au siège du Conseil Départemental, à Toulouse Métropole pour le compte de la commune (6, rue René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5) et en Préfecture de Haute-Garonne.

Le dossier de PLU de Toulouse Métropole, commune de Toulouse mis en compatibilité sera consultable sur le site internet de Toulouse Métropole pour le compte de la commune.

**Article 5**

De préciser qu'en vertu de l'article L153-59 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera exécutoire dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publication et d'affichage.

**Article 6**

D'indiquer que la publication de la présente délibération et du PLU mis en compatibilité s'effectue sur le portail national de l'urbanisme mentionné à l'article L.133-1 selon des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'urbanisme.

**Article 7**

De préciser qu'en vertu de l'article R 153-16 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée par Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne au Conseil Départemental.

**Article 8**

D'autoriser Monsieur le Président de Toulouse Métropole à signer tous les actes afférents.

**Résultat du vote :**

Pour	124
Contre	0
Abstentions	9 (Mmes HONVAULT, MAURIN, ROBY, BEC, MM. PIQUEMAL, LE TEXIER, DEHEURLES, EL ARCH, PERE.)
Non participation au vote	0

Publiée par affichage le  
Reçue à la Préfecture le

30 JUIN 2022

30 JUIN 2022

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,  
Au registre sont les signatures,  
Pour extrait conforme,  
Le Président,



Jean-Luc MOUDENC

